



Assemblée générale

Distr. générale
7 janvier 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-deuxième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Note verbale datée du 20 décembre 2012, adressée au secrétariat du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente de Cuba auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

La Mission permanente de Cuba auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments au secrétariat du Conseil des droits de l'homme et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint les réponses de Cuba aux avis n° 23/2012 et n° 69/2012 adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire.

La Mission permanente de Cuba demande au secrétariat de bien vouloir faire distribuer ces réponses dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies en tant que document officiel de la vingt-deuxième session du Conseil des droits de l'homme, au titre du point 3 de l'ordre du jour.

Annexe

[Original: espagnol]

Réponse du Gouvernement cubain à l'avis n° 69/2012 adopté le 23 novembre 2012 par le Groupe de travail sur la détention arbitraire concernant M. Alan Gross

Le Gouvernement cubain souhaite exprimer son désaccord total avec l'avis n° 69/2012 adopté le 23 novembre 2012 par le Groupe de travail sur la détention arbitraire du Conseil des droits de l'homme, qui déclare arbitraire la privation de liberté à Cuba de M. Alan Gross, citoyen des États-Unis d'Amérique.

Cet avis, communiqué officiellement au Gouvernement cubain le 4 décembre 2012, est le reflet d'une évaluation entachée de partialité et incohérente de l'affaire examinée, dénuée en outre d'argumentation juridique correcte.

Dans l'esprit de transparence et de collaboration qui caractérise la manière d'agir de Cuba envers les mécanismes du dispositif de protection des droits de l'homme de l'ONU, le Gouvernement cubain a communiqué au Groupe de travail des informations abondantes sur l'affaire en cause, pour lui permettre d'en faire une évaluation objective. Il lui a présenté des arguments nombreux et détaillés sur chacun des points de la communication émanant de la source.

Cela étant, le Gouvernement cubain considère que le Groupe de travail n'a pas procédé à une pleine appréciation des éléments de preuve fournis et est parvenu à une conclusion entachée de partialité et éloignée de la réalité des faits.

Le Gouvernement cubain rejette catégoriquement l'avis selon lequel la privation de liberté de M. Gross résulte de l'inobservation, totale ou partielle, des normes relatives au droit à un procès équitable (catégorie III).

Le Gouvernement cubain estime que cet avis découle d'une erreur fondamentale qui compromet l'objectivité de l'analyse faite par le Groupe de travail, ce dernier fondant ses critères sur une mise en cause du système judiciaire cubain, faute d'avoir pu constater de quelconques violations du droit à une procédure régulière ou l'absence de garanties judiciaires dans la conduite de la procédure.

Le Groupe de travail outrepassa son mandat lorsqu'il s'érige en autorité habilitée à juger de l'indépendance et de l'impartialité des tribunaux cubains ou à dicter des changements à opérer dans la législation d'un État souverain. Il ignore ce faisant les limites de ses attributions fixées dans la résolution 1997/50 de la Commission des droits de l'homme, dans laquelle il est estimé que n'est pas arbitraire la privation de liberté qui résulte d'une décision définitive adoptée par une juridiction nationale en conformité avec le droit interne, les normes internationales pertinentes énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés.

Il est inadmissible que le Groupe de travail fonde son avis sur l'hypothèse que les tribunaux de première et deuxième instance qui ont jugé M. Gross ne se sont pas acquittés de leurs fonctions de manière indépendante et impartiale. Cette hypothèse ne procède d'aucun élément de preuve concret en la possession du Groupe de travail, ni d'aucune décision rendue par une quelconque entité de l'ONU, mais d'une appréciation subjective de

la structure et du fonctionnement du système judiciaire cubain qui ne tient aucunement compte des détails de l'affaire.

Le Gouvernement cubain conteste catégoriquement qu'il y ait eu violation des articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme puisqu'il s'agit en l'espèce du procès, assorti de toutes les garanties offertes par la législation cubaine et conforme aux principes relatifs à l'indépendance de la justice reconnus par l'ONU, d'une personne ayant enfreint la loi dans un État souverain et ayant été en conséquence dûment condamnée par un tribunal compétent.

Les informations abondantes fournies par le Gouvernement cubain démontrent que M. Gross a été jugé par un tribunal collégial et impartial et qu'il a en outre eu la possibilité de faire appel de la décision rendue devant le Tribunal suprême populaire.

Le Groupe de travail a ignoré le fait que les juges cubains sont indépendants dans l'exercice de leurs fonctions consistant à rendre la justice et ne doivent obéissance qu'à la loi, conformément aux dispositions de la Constitution cubaine et de la loi n° 82 sur les tribunaux populaires. Les juges sont élus par les assemblées du pouvoir populaire et ne peuvent être révoqués que pour les motifs prévus par la loi, ce qui contribue à leur autonomie et à leur indépendance dans l'exercice de leurs fonctions.

Le Groupe de travail n'a pas non plus tenu compte des normes de forme et de fond du droit pénal cubain, qui englobent toutes les garanties et tous les principes inhérents à une procédure régulière tels que la légalité, la participation citoyenne, la présomption d'innocence, l'objectivité, la réparation de l'erreur judiciaire, la non-discrimination, la détermination de la peine, l'égalité des parties devant la loi, le droit de mener une action pénale, le principe de l'oralité, la publicité des actes, l'obligation du juge d'instruction de participer à tous les actes de procédure, la concentration des questions de la cause, le respect du contradictoire, l'appréciation de la preuve et sa motivation ainsi que celle de la décision, et la possibilité pour les parties de saisir une juridiction de deuxième instance pour faire réexaminer l'affaire en cas de désaccord avec la décision rendue.

Il est manifeste que les observations faites à propos de Cuba par des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et d'autres mécanismes des droits de l'homme de l'ONU qui sont citées dans l'avis du Groupe de travail ont été choisies sélectivement parmi d'autres. En même temps, on méconnaît le fait que ces mécanismes se sont contentés de recommander au Gouvernement cubain de réviser les règles d'organisation de son appareil judiciaire sans émettre aucun avis qui confirmerait une grave inobservation des normes internationales relatives au droit à un procès équitable ou qui mettrait en doute l'impartialité du système judiciaire cubain, seule situation qui justifierait l'invocation de la catégorie III pour déclarer une privation de liberté arbitraire.

Il est préoccupant que le Groupe de travail compromette à ce point l'objectivité, l'impartialité et l'indépendance qui doivent caractériser ses travaux, en basant ses décisions sur des mises en cause infondées du système judiciaire d'un État souverain membre de l'ONU et au vu d'informations discutables et partiales, telles que celles mentionnées plus haut.

Le Groupe de travail a de plus outrepassé son mandat en mettant également en cause la législation et les tribunaux cubains. Son appréciation de l'article 91 du Code pénal cubain, dont il affirme qu'il ne satisfait pas à l'exigence de la description rigoureuse des comportements passibles de sanctions, déborde totalement de son cadre d'action, puisqu'il n'est pas habilité à réaliser des analyses technico-juridiques des actes érigés en infraction dans une législation donnée.

D'après l'avis entaché de partialité du Groupe de travail, toute détention serait arbitraire à Cuba, indépendamment du fait qu'elle réponde ou non à toutes les exigences légales et aux normes de justice que protège le droit international, tout semblant indiquer

que le point de départ de cet avis est de ne pas reconnaître la légitimité du système judiciaire cubain, ce qui est de toute évidence inacceptable.

Le Gouvernement cubain estime que l'opinion du Groupe de travail sur la législation cubaine, en tant que principal élément motivant son avis, va à l'encontre du principe du respect dû aux institutions juridiques de tous les États et au droit souverain des peuples de créer des entités juridiques et démocratiques reflétant leurs intérêts ainsi que leurs caractéristiques sociopolitiques et culturelles.

Aussi le Gouvernement cubain souhaite-t-il rappeler au Groupe de travail qu'il n'appartient pas aux mécanismes internationaux de supplanter les autorités nationales ou de se substituer à elles, mais d'œuvrer sur la base du strict respect du principe de l'autodétermination reconnu par le droit international, sans attacher à ce travail de quelconques considérations politiques, en vue d'appuyer l'action des États visant au renforcement des systèmes juridiques nationaux.

En outre, le Gouvernement cubain appelle l'attention sur la rapidité inhabituelle avec laquelle s'est effectué l'examen de l'affaire, et considère que l'avis du Groupe de travail ne tient pas compte des informations abondantes et des éléments de preuve qu'il a fournis.

Le Gouvernement cubain se demande en effet si, dans les dix jours ouvrables qui se sont écoulés entre la communication de sa réponse officielle le 9 novembre 2012 et l'adoption de l'avis le 23 novembre 2012, le Groupe de travail dans son ensemble a eu accès à ces nombreuses informations, dûment traduites dans ses langues de travail, et suffisamment de temps pour les étudier et les évaluer.

Conformément aux méthodes de travail du Groupe de travail, l'examen de l'affaire aurait dû inclure les démarches suivantes: a) la traduction dans son intégralité d'un document de plus de 30 pages pour examen par les membres du Groupe de travail; b) un appel à commentaires adressé à la source; et c) l'évaluation pondérée par le Groupe de travail des informations émanant des deux parties pour permettre l'adoption d'un avis qui prenne en compte tous les éléments disponibles et autres contributions pertinentes. Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement cubain se permet d'émettre de sérieux doutes quant à l'impartialité et à l'objectivité avec lesquelles l'affaire a été examinée. Tout porte à croire au non-respect des procédés et des délais habituels applicables aux travaux du Groupe de travail.

De l'avis du Gouvernement cubain, le Groupe de travail a agi en l'espèce selon des critères sélectifs et politisés, éloignés de l'objectivité avec laquelle il doit s'acquitter de sa tâche, en plus d'avoir outrepassé le mandat que lui confère la résolution 1997/50 de la Commission des droits de l'homme.

Le Gouvernement cubain réaffirme une nouvelle fois qu'il importe que les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, lorsqu'elles considèrent des affaires soumises à leur examen, le fassent sur la base d'informations objectives et fiables, qu'elles aient dûment vérifiées dans la plus grande mesure possible, émanant de sources pertinentes et crédibles agissant de bonne foi, conformément aux principes de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme, sans motivation politique et dans le respect des buts et principes de la Charte des Nations Unies.

Réponse du Gouvernement cubain à l'avis n° 23/2012 adopté le 28 août 2012 par le Groupe de travail sur la détention arbitraire concernant M. Yusmani Álvarez Esmori et M^{me} Yasmín Conyedo Riverón

Le Gouvernement cubain souhaite exprimer son désaccord total avec l'avis n° 23/2012 (Cuba) adopté le 28 août 2012 par le Groupe de travail sur la détention arbitraire, qui déclare arbitraire la privation de liberté de M. Yusmani Álvarez Esmori et de M^{me} Yasmín Conyedo Riverón, ressortissants cubains.

Le Groupe de travail n'a pas accordé aux arguments du Gouvernement cubain le même poids qu'à ceux de la source. Les informations fournies par le Gouvernement démontraient les véritables causes ayant conduit à la détention de ces deux Cubains. Elles n'ont pourtant pas été prises en compte dans les délibérations du Groupe de travail, qui ont privilégié les informations communiquées par la source.

Les personnes auxquelles se rapporte l'avis n° 23/2012 (Cuba) n'ont pas été détenues au motif de l'exercice de leurs droits fondamentaux à la liberté d'opinion, d'expression ou de réunion et d'association pacifiques. Il n'y a pas non plus eu violation des droits de l'homme consacrés par les articles 9, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La pénétration par effraction dans une habitation et l'agression de ses occupants, qui ont occasionné à ceux-ci des blessures ayant nécessité des soins médicaux, constituent les véritables délits pour lesquels ces personnes ont été détenues et ne sauraient être considérées comme une forme d'exercice de droits fondamentaux. Les actes violents de ce genre ne peuvent rester impunis et la législation cubaine définit clairement les mesures judiciaires à prendre en pareil cas.

Aucun mécanisme des droits de l'homme de l'ONU ne peut approuver le fait de prétexter la présumée défense de ces droits pour commettre ce type d'actes.

Les intéressés n'ont pas été détenus arbitrairement. Au vu de la plainte déposée par les personnes agressées et des blessures que celles-ci ont subies, ils ont été arrêtés par les forces de l'ordre, qui ont agi conformément à toutes les procédures en matière d'arrestation prévues par la législation nationale.

Ils ont bénéficié durant leur détention de toutes les garanties de procédure. La mesure préventive de détention a été appliquée dans les limites établies par la loi, compte tenu de la gravité des délits commis.

Le Gouvernement cubain ne considère pas que la détention provisoire des intéressés, ordonnée par les autorités compétentes dans les délais fixés par la législation pénale nationale, emporte une quelconque violation des droits de l'homme consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La présumée affiliation politique de ces personnes n'est intervenue en rien dans les décisions prises en l'espèce.

À Cuba, les défenseurs des droits de l'homme bénéficient d'une protection dans des conditions d'égalité, conformément aux dispositions de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1998. Ils jouissent de larges libertés garanties par la Constitution et la législation nationale, pleinement compatibles avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il est par contre interdit d'enfreindre la loi de même que de commettre des actes délictueux ou des violences contre les personnes ou les biens.

Il est inacceptable d'user des mécanismes des droits de l'homme de l'ONU pour diffuser des accusations infondées, qui ne visent qu'à occulter la réalité des faits et l'action de Cuba en matière de promotion et de protection de tous les droits de l'homme au bénéfice de tous.

Le Gouvernement cubain regrette que des critères sélectifs et politisés se soient imposés dans l'examen de l'affaire par le Groupe de travail et espère que ce dernier agisse à l'avenir avec objectivité et impartialité dans l'exercice de son mandat, sur la base d'informations objectives et fiables.
